

IMM-4533-05
2008 FC 572

IMM-4533-05
2008 CF 572

Karlene Thompson Blake (*Applicant*)

Karlene Thompson Blake (*demanderesse*)

v.

c.

Minister of Public Safety and Emergency Preparedness (*Respondent*)

Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile (*défendeur*)

INDEXED AS: BLAKE V. CANADA (MINISTER OF PUBLIC SAFETY AND EMERGENCY PREPAREDNESS) (F.C.)

RÉPERTORIÉ : BLAKE C. CANADA (MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE) (C.F.)

Federal Court, Heneghan J.—Toronto, February 28, 2007; Ottawa, May 2, 2008.

Cour fédérale, juge Heneghan—Toronto, 28 février 2007; Ottawa, 2 mai 2008.

Citizenship and Immigration — Exclusion and Removal — Removal of Permanent Residents — Judicial review of decision by enforcement officer that provincial court custody and non-removal order not statutory stay under Immigration and Refugee Protection Act, s. 50(a) — Removal order issued against applicant after convicted of criminal offences — Applicant subject to requirements of immigration law — Scheme of Act to regulate entry of non-citizens into Canada — Best interests of children not paramount in scheme of immigration law — Custody and non-removal order herein not “order” giving rise to stay under Act, s. 50(a) — Application dismissed, questions certified.

Citoyenneté et Immigration — Exclusion et Renvoi — Renvoi de résidents permanents — Contrôle judiciaire d’une décision par laquelle un agent d’exécution a conclu que l’ordonnance de garde et de non-renvoi d’une cour provinciale ne constituait pas un sursis aux fins de l’art. 50a) de la Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés — Une mesure de renvoi a été prise contre la demanderesse à la suite de sa déclaration de culpabilité relativement à des infractions criminelles — La demanderesse était assujettie aux exigences des lois en matière d’immigration — L’esprit de la Loi est de réglementer l’entrée de non-citoyens au Canada — L’intérêt supérieur de l’enfant n’est pas une considération prépondérante en matière d’immigration — L’ordonnance de garde et de non-renvoi en l’espèce n’était pas une « ordonnance » qui emportait sursis par application de l’art. 50a) de la Loi — Demande rejetée, questions certifiées.

Construction of Statutes — Immigration and Refugee Protection Act, s. 50(a) providing for stay of removal order if decision made in judicial proceeding would be directly contravened by enforcement of removal order — Enforcement officer determining provincial custody and non-removal order not statutory stay for purposes of s. 50(a) — Purposive approach to statutory interpretation requiring consideration of scheme, object of legislation, intention of Parliament — Interpretation, application of Act, which regulates entry, exclusion of non-citizens, not requiring application of family law principles arising from provincial legislation — Custody, non-removal order made pursuant to Ontario Children’s Law Reform Act not “order” giving rise to stay pursuant to s. 50 — Question certified.

Interprétation des lois — L’art. 50a) de la Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés dispose qu’il y a sursis de la mesure de renvoi si une décision judiciaire a pour effet direct d’en empêcher l’exécution — L’agent d’exécution a conclu que l’ordonnance de garde et de non-renvoi de la cour provinciale ne constituait pas un sursis aux fins de l’art. 50a) — L’approche téléologique face à l’interprétation des lois exige un examen de l’esprit et de l’objet de la loi ainsi que de l’intention du législateur — L’interprétation et l’application de la Loi, qui réglemente l’entrée et l’exclusion de non-citoyens, n’exigent pas l’application de principes du droit de la famille émanant de la législation provinciale — L’ordonnance de garde et de non-renvoi rendue en vertu de la Loi portant réforme du droit de l’enfance de l’Ontario n’était pas une « ordonnance » qui emportait sursis par application de l’art. 50 — Question certifiée.

Constitutional Law — Charter of Rights — Life, Liberty and Security — No violation of Charter, s. 7 if no deprivation of life, liberty or security of person — Applicant’s right to security

Droit constitutionnel — Charte des droits — Vie, liberté et sécurité — L’art. 7 de la Charte n’est pas violé s’il n’y a pas atteinte à la vie, à la liberté ou à la sécurité de la personne —

of the person not infringed by action of government in seeking to remove her from Canada — Custody and non-removal order relating to children not affecting applicant's personal security, not engaging Charter, s. 7 in relation to her — Best interests of child not principle of fundamental justice — Question certified.

This was an application for judicial review of a decision made by an enforcement officer determining that an order of the Ontario Court of Justice granting the applicant sole custody of her children and prohibiting their removal from Ontario, did not constitute a statutory stay pursuant to paragraph 50(a) of the *Immigration and Refugee Protection Act*. The applicant, a citizen of Jamaica, first entered Canada in 1987 as a permanent resident. She is the mother of two Canadian-born children. In April 2000, a removal order was issued against her, following her conviction of a number of criminal offences. Although the Minister of Citizenship and Immigration was named as a respondent in the proceeding leading to the final custody order, he did not appear at the hearing. Paragraph 50(a) of the Act provides that a removal order is stayed if a decision that was made in a judicial proceeding — at which the Minister should be given the opportunity to make submissions — would be directly contravened by the enforcement of the removal order. The main issue was whether the enforcement officer erred in law in finding that the order of the Ontario Court of Justice did not give rise to a statutory stay pursuant to paragraph 50(a) of the Act.

Held, the application should be dismissed.

The interpretation of paragraph 50(a) must be approached in the context of the governing legislation, that is immigration law. The proper approach to statutory interpretation is a purposive one, that goes beyond mere reliance on the words of the statute. The scheme of the *Immigration and Refugee Protection Act* is to regulate the entry of non-citizens into Canada. Although reunification of families and respect for international conventions are also stated objectives, the courts have repeatedly ruled that the best interests of the children are not paramount in the scheme of immigration law. The Act does not contemplate that the making of a custody order *per se* will give rise to a statutory stay pursuant to paragraph 50(a). The custody and non-removal order in question was made pursuant to a provincial statute, the *Children's Law Reform Act* of Ontario. The intent, purpose and scope of that legislation do not trump the legislative scheme set out in the Act. The interpretation and application of the Act, in so far as it regulates the entry and exclusion of non-citizens, does not require the application of family law principles arising from provincial legislation. Section 50 is to be read in the overall context of the Act. In the scheme of the Act, only Canadian citizens have an unqualified

Le droit à la sécurité de la personne de la demanderesse n'est pas enfreint par l'action du gouvernement de demander son renvoi du Canada — L'ordonnance de garde et de non-renvoi visant les enfants n'affectait pas la sécurité personnelle de la demanderesse, pas plus qu'elle n'enclenchait l'application de l'art. 7 de la Charte face à elle — L'intérêt supérieur de l'enfant n'est pas un principe de justice fondamentale — Question certifiée.

Il s'agissait d'une demande de contrôle judiciaire d'une décision par laquelle un agent d'exécution a conclu que l'ordonnance de la Cour de justice de l'Ontario, qui accordait à la demanderesse la garde exclusive de ses enfants et interdisait leur renvoi de l'Ontario, ne constituait pas un sursis aux fins de l'alinéa 50a) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. La demanderesse, une citoyenne de la Jamaïque, est venue s'établir au Canada pour la première fois en 1987, en tant que résidente permanente. Elle a deux enfants nés au Canada. En avril 2000, une mesure de renvoi a été prise contre la demanderesse à la suite de sa déclaration de culpabilité relativement à plusieurs infractions criminelles. Même s'il était désigné à titre d'intimé dans l'instance qui a mené à l'ordonnance de garde définitive, le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration ne s'est pas présenté à l'audience. L'alinéa 50a) de la Loi dispose qu'il y a sursis de la mesure de renvoi si une décision judiciaire a pour effet direct d'en empêcher l'exécution, le ministre ayant toutefois le droit de présenter ses observations à l'instance. La principale question litigieuse était celle de savoir si l'agent d'exécution a commis une erreur de droit lorsqu'il a conclu que l'ordonnance de la Cour de justice de l'Ontario n'emportait pas sursis par application de l'alinéa 50a) de la Loi.

Jugement : la demande doit être rejetée.

L'interprétation de l'alinéa 50a) doit se faire dans le contexte de la législation applicable, soit celui des lois en matière d'immigration. L'approche à privilégier en matière d'interprétation législative est l'approche téléologique, soit une approche qui va au-delà du seul libellé du texte de la loi. L'esprit de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* est de réglementer l'entrée de non-citoyens au Canada. Bien que la réunification des familles et le respect des conventions internationales soient aussi des objectifs de la Loi, les tribunaux ont à maintes reprises statué que l'intérêt supérieur de l'enfant n'est pas une considération prépondérante en matière d'immigration. La Loi ne prévoit pas que le prononcé d'une ordonnance de garde, en soi, emporte sursis par application de l'alinéa 50a). L'ordonnance de garde et de non-renvoi en cause a été rendue en vertu d'une loi provinciale, à savoir la *Loi portant réforme du droit de l'enfance* de l'Ontario. Le but, l'objet et la portée de cette loi n'éclipsent pas le régime établi dans la Loi. L'interprétation et l'application de la Loi, dans la mesure où elle réglemente l'entrée et l'exclusion de non-citoyens, n'exigent pas l'application de principes du droit de la famille émanant de la législation provinciale. L'article 50 doit être lu dans le contexte général de

right to remain in Canada. Permanent residents can be removed under some circumstances. The applicant, as a result of criminal activities and convictions, was subject to removal. Once the removal order against her became effective, the respondent was obliged, pursuant to section 48 of the Act, to effect that removal as soon as practicable, unless it was stayed by an order of the Court or by operation of law. This statutory obligation could not be displaced by the making of a custody order, pursuant to another statutory scheme. The custody and non-removal order made pursuant to the *Children's Law Reform Act* was not an "order" that gave rise to a stay pursuant to section 50 of the Act.

The applicant alleged that the officer's refusal to recognize the custody and non-removal order as the basis of a statutory stay pursuant to section 50 of the Act constituted a breach of section 7 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*. The Supreme Court of Canada has said that there is no independent right to fundamental justice itself and that there will be no violation of section 7 if there is no deprivation of life, liberty and security of the person. The applicant's right to security of the person was not infringed by the action of the government in seeking to remove her from Canada. The custody and non-removal order related to her children, who are Canadian citizens; it did not affect the applicant's personal security and did not engage section 7 of the Charter in relation to her. The best interests of a child is not a principle of fundamental justice.

Finally, the applicant alleged breach of procedural fairness, based on the absence of reasons for the officer's decision. No breach of procedural fairness occurred, as not every administrative decision requires the delivery of reasons.

Questions were certified as to whether the family court (custody) order would be directly contravened if the parent but not the child is removed from Canada, and whether removal of the parent constitutes a violation of Charter, section 7 if the order does not create a statutory stay.

STATUTES AND REGULATIONS JUDICIALLY CONSIDERED

- Canadian Charter of Rights and Freedoms*, being Part I of the *Constitution Act, 1982*, Schedule B, *Canada Act 1982*, 1982, c. 11 (U.K.) [R.S.C., 1985, Appendix II, No. 44], ss. 1, 7.
- Children's Law Reform Act*, R.S.O. 1990, c. C.12.
- Convention on the Rights of the Child*, November 20, 1989, [1992] Can. T.S. No. 3.
- Federal Courts Act*, R.S.C., 1985, c. F-7, ss. 1 (as am. by S.C. 2002, c. 8, s. 14), 18(3) (as am. by S.C. 1990, c. 8,

la Loi. Selon l'esprit de la Loi, seuls les citoyens canadiens possèdent un droit absolu de rester au Canada. Les résidents permanents peuvent être renvoyés, dans certaines circonstances. La demanderesse, en raison de ses activités criminelles et de ses condamnations, s'est exposée à un renvoi. Une fois que la mesure de renvoi dont elle faisait l'objet a pris effet, le défendeur devait, selon l'article 48 de la Loi, exécuter le renvoi dès que les circonstances le permettaient, à moins qu'il n'y ait sursis par ordonnance d'un tribunal ou opération de la loi. Cette obligation légale ne pouvait être écartée par l'effet d'une ordonnance de garde rendue en vertu d'un autre régime législatif. L'ordonnance de garde et de non-renvoi rendue en vertu de la *Loi portant réforme du droit de l'enfance* n'était pas une « ordonnance » qui emportait sursis par application de l'article 50 de la Loi.

La demanderesse alléguait que le refus de l'agent de reconnaître l'ordonnance de garde et de non-renvoi comme fondement du sursis prévu à l'article 50 de la Loi constituait une atteinte à l'article 7 de la *Charte canadienne des droits et libertés*. La Cour suprême du Canada a dit que le droit à la justice fondamentale n'existe pas indépendamment d'une atteinte au droit à la vie, à la liberté ou à la sécurité de la personne, de sorte que l'article 7 n'est pas violé s'il n'y a pas atteinte à ces trois éléments. Le droit à la sécurité de la personne de la demanderesse n'a pas été enfreint par l'action du gouvernement de demander son renvoi du Canada. L'ordonnance de garde et de non-renvoi visait ses enfants, qui sont des citoyens canadiens. Elle n'affectait pas sa sécurité personnelle, pas plus qu'elle n'enclenchait l'application de l'article 7 de la Charte face à elle. L'intérêt supérieur de l'enfant n'est pas un principe de justice fondamentale.

Enfin, la demanderesse a allégué qu'il y a eu un manquement à l'équité procédurale découlant de la décision non motivée de l'agent. Il n'y a pas eu de manquement à l'équité procédurale, car les décisions administratives ne doivent pas toutes être motivées.

Ont été certifiées les questions de savoir si l'ordonnance (de garde) du tribunal de la famille empêcherait directement le renvoi du Canada du parent, mais non de l'enfant, et de savoir si le renvoi du parent constitue une atteinte à l'article 7 de la Charte si l'ordonnance ne donne pas lieu au renvoi.

LOIS ET RÈGLEMENTS CITÉS

- Charte canadienne des droits et libertés*, qui constitue la partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982*, annexe B, *Loi de 1982 sur le Canada*, 1982, ch. 11 (R.-U.) [L.R.C. (1985), appendice II, n° 44], art. 1, 7.
- Convention relative aux droits de l'enfant*, 20 novembre 1989, [1992] R.T. Can. n° 3.
- Déclaration universelle des droits de l'homme*, Rés. AG 217(A)(III), Doc. off. AGNU, 10 décembre 1948, art. 12.
- Loi d'interprétation*, L.R.C. (1985), ch. I-21, art. 12.

s. 4), 18.1 (as enacted *idem*, s. 5; 2002, c. 8, s. 27), 18.2 (as enacted by S.C. 1990, c. 8, s. 5; 2002, c. 8, s. 28).
Immigration Act, R.S.C., 1985, c. I-2, s. 50(1)(a).
Immigration and Refugee Protection Act, S.C. 2001, c. 27, ss. 3(1)(d),(f), 25(1), 48, 50.
Immigration and Refugee Protection Regulations, SOR/2002-227, ss. 233, 234.
International Covenant on Civil and Political Rights, December 19, 1966, [1976] Can. T.S. No. 47, Arts. 17, 23.
Interpretation Act, R.S.C., 1985, c. I-21, s. 12.
Universal Declaration of Human Rights, GA Res. 217(A)(III), UN GAOR, December 10, 1948, Art. 12.

Loi portant réforme du droit de l'enfance, L.R.O. 1990, ch. C.12.
Loi sur les Cours fédérales, L.R.C. (1985), ch. F-7, art. 1 (mod. par L.C. 2002, ch. 8, art. 14), 18(3) (mod. par L.C. 1990, ch. 8, art. 4), 18.1 (édicte, *idem*, art. 5; 2002, ch. 8, art. 27), 18.2 (édicte par L.C. 1990, ch. 8, art. 5; 2002, ch. 8, art. 28).
Loi sur l'immigration, L.R.C. (1985), ch. I-2, art. 50(1)a).
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, L.C. 2001, ch. 27, art. 3(1)d),f), 25(1), 48, 50.
Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 19 décembre 1966, [1976] R.T. Can. n° 47, art. 17, 23.
Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés, DORS/2002-227, art. 233, 234.

CASES JUDICIALLY CONSIDERED

APPLIED:

Alexander v. Canada (Solicitor General), [2006] 2 F.C.R. 681; (2005), 279 F.T.R. 45; 49 Imm. L.R. (3d) 5; 2005 FC 1147.

CONSIDERED:

Rizzo & Rizzo Shoes Ltd. (Re), [1998] 1 S.C.R. 27; (1998), 36 O.R. (3d) 418; 154 D.L.R. (4th) 193; 50 C.B.R. (3d) 163; 33 C.C.E.L. (2d) 173; 221 N.R. 241; 106 O.A.C. 1; *Cassells v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)* (1999), 171 F.T.R. 1 (F.C.T.D.); *Baker v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, [1999] 2 S.C.R. 817; (1999), 174 D.L.R. (4th) 193; 14 Admin. L.R. (3d) 173; 1 Imm. L.R. (3d) 1; 243 N.R. 22; *Mobtagha v. Canada (Minister of Employment and Immigration)* (1992), 53 F.T.R. 249 (F.C.T.D.); *Chiarelli v. Canada (Minister of Employment and Immigration)*, [1992] 1 S.C.R. 711; (1992), 90 D.L.R. (4th) 289; 2 Admin. L.R. (2d) 125; 72 C.C.C. (3d) 214; ;8 C.R.R. (2d) 234; 16 Imm. L.R. (2d) 1; 135 N.R. 161; *Louis v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2001 FCT 1344; *Prasad v. Canada (Minister of Employment and Immigration)*, [1989] 1 S.C.R. 560; (1989), 57 D.L.R. (4th) 663; [1989] 3 W.W.R. 289; 36 Admin. L.R. 72; 7 Imm. L.R. (2d) 253; 93 N.R. 81; *Prata v. Minister of Manpower & Immigration*, [1976] 1 S.C.R. 376; (1975), 52 D.L.R. (3d) 383; 3 N.R. 484; *ITO—International Terminal Operators Ltd. v. Miida Electronics Inc. et al.*, [1986] 1 S.C.R. 752; (1986), 28 D.L.R. (4th) 641; 34 B.L.R. 251; 68 N.R. 241; *Blencoe v. British Columbia (Human Rights Commission)*, [2000] 2 S.C.R. 307; (2000), 190 D.L.R. (4th) 513; [2000] 10 W.W.R. 567; 81 B.C.L.R. (3d) 1; 23 Admin L.R. (3d) 175; 141 B.C.A.C. 161; 3 C.C.E.L. (3d) 165; 260 N.R. 1; 2000 SCC 44; *Boniowski v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)* (2004), 44 Imm. L.R. (3d) 31; 2004 FC 1161.

JURISPRUDENCE CITÉE

DÉCISION APPLIQUÉE :

Alexander c. Canada (Solliciteur général), [2006] 2 R.C.F. 681; 2005 CF 1147.

DÉCISIONS EXAMINÉES :

Rizzo & Rizzo Shoes Ltd. (Re), [1998] 1 R.C.S. 27; *Cassells c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, [1999] A.C.F. n° 985 (1^{re} inst.) (QL); *Baker c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, [1999] 2 R.C.S. 817; *Mobtagha c. Canada (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration)*, [1992] A.C.F. n° 108 (1^{re} inst.) (QL); *Chiarelli c. Canada (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration)*, [1992] 1 R.C.S. 711; *Louis c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2001 CFPI 1344; *Prasad c. Canada (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration)*, [1989] 1 R.C.S. 560; *Prata c. Ministre de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration*, [1976] 1 R.C.S. 376; *ITO—International Terminal Operators Ltd. c. Miida Electronics Inc. et autre*, [1986] 1 R.C.S. 752; *Blencoe c. Colombie-Britannique (Human Rights Commission)*, [2000] 2 R.C.S. 307; 2000 CSC 44; *Boniowski c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2004 CF 1161.

REFERRED TO:

Alexander v. Canada (Solicitor General) (2006), 57 Imm. L.R. (3d) 1; 360 N.R. 167; 2006 FCA 386; *Pushpanathan v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, [1998] 1 S.C.R. 982; (1998), 160 D.L.R. (4th) 193; 11 Admin. L.R. (3d) 1; 43 Admin. L.R. (2d) 117; 226 N.R. 201; amended reasons, [1998] 1 S.C.R. 1222; (1998), 11 Admin. L.R. (3d) 130; *Cuskic v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, [2001] 2 F.C. 3; (2000), 148 C.C.C. (3d) 541; 9 Imm. L.R. (3d) 5; 261 N.R. 73 (C.A.); *Harsant v. Portnoi* (1990), 74 O.R. (2d) 33; 71 D.L.R. (4th) 523; 27 R.F.L. (2d) 216 (H.C.); *Chou v. Chou* (2005), 253 D.L.R. (4th) 548; [2005] O.T.C. 256 (Ont. S.C.J.); *Christian Horizons v. Ontario Human Rights Commission* (1993), 14 O.R. (3d) 374; 64 O.A.C. 395 (Div. Ct.); *Canada (Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police) (Re)*, [1993] 2 F.C. 351; (1993), 15 C.R.R. (2d) 131; 61 F.T.R. 210 (T.D.); *New Brunswick (Minister of Health & Community Services) v. G. (J.)*, [1999] 3 S.C.R. 46; (1999), 216 N.B.R. (2d) 25; 177 D.L.R. (4th) 124; 26 C.R. (5th) 203; 244 N.R. 276; 50 R.F.L. (4th) 63; *Reference Re Public Service Employee Relations Act (Alta.)*, [1987] 1 S.C.R. 313; (1987), 78 A.R. 1; 38 D.L.R. (4th) 161; [1987] 3 W.W.R. 577; 51 Alta. L.R. (2d) 97; 28 C.R.R. 305; 74 N.R. 99; *Slaight Communications Inc. v. Davidson*, [1989] 1 S.C.R. 1038; (1989), 59 D.L.R. (4th) 416; 26 C.C.E.L. 85; 89 CLLC 14,031; 93 N.R. 183; *United States v. Burns*, [2001] 1 S.C.R. 283; (2001), 195 D.L.R. (4th) 1; [2001] 3 W.W.R. 193; 148 B.C.A.C. 1; 85 B.C.L.R. (3d) 1; 151 C.C.C. (3d) 97; 39 C.R. (5th) 205; 81 C.R.R. (2d) 1; 265 N.R. 212; 2001 SCC 7; *De Guzman v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, [2005] 2 F.C.R. 162; (2004), 245 D.L.R. (4th) 341; 19 Admin. L.R. (4th) 291; 124 C.R.R. (2d) 189; 257 F.T.R. 290; 40 Imm. L.R. (3d) 256; 2004 FC 1276; affd [2006] 3 F.C.R. 655; (2005), 262 D.L.R. (4th) 13; 42 Admin. L.R. (4th) 234; 137 C.R.R. (2d) 20; 51 Imm. L.R. (3d) 17; 345 N.R. 73; 2005 FCA 436; leave to appeal to SCC refused [2006] S.C.C.A. No. 70 (QL); *Martinez v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2003 FC 1341; *Man Lavette Chen and Kunqian Catherine Zhu v. Secretary of State for the Home Department*, case C-200-02, 18 May 2004; *Re B.C. Motor Vehicle Act*, [1985] 2 S.C.R. 486; (1985), 24 D.L.R. (4th) 536; [1986] 1 W.W.R. 481; 69 B.C.L.R. 145; 23 C.C.C. (3d) 289; 48 C.R. (3d) 289; 18 C.R.R. 30; 36 M.V.R. 240; 63 N.R. 266; *R. v. Ruzic*, [2001] 1 S.C.R. 687; (2001), 197 D.L.R. (4th) 577; 153 C.C.C. (3d) 1; 41 C.R. (5th) 1; 82 C.R.R. (2d) 1; 268 N.R. 1; 145 O.A.C. 235; 2001 SCC 24; *Diaz v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)* (1999), 173 F.T.R. 139 (F.C.T.D.); *Legault v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, [2002] 4 F.C. 358; (2002), 212 D.L.R. (4th) 139; 20 Imm. L.R. (3d) 119; 288 N.R. 174; 2002 FCA 125; leave to appeal to SCC refused [2002] S.C.C.A. No. 220 (QL); *Hawthorne v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, [2003]

DÉCISIONS CITÉES :

Alexander c. Canada (Solliciteur général), 2006 CAF 386; *Pushpanathan c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, [1998] 1 R.C.S. 982; motifs modifiés, [1998] 1 R.C.S. 1222; *Cuskic c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, [2001] 2 C.F. 3 (C.A.); *Harsant v. Portnoi* (1990), 74 O.R. (2d) 33; 71 D.L.R. (4th) 523; 27 R.F.L. (2d) 216 (H.C.); *Chou v. Chou* (2005), 253 D.L.R. (4th) 548; [2005] O.T.C. 256 (C.S.J. Ont.); *Christian Horizons v. Ontario Human Rights Commission* (1993), 14 O.R. (3d) 374; 64 O.A.C. 395 (C. div.); *Canada (Commissaire de la Gendarmerie royale du Canada) (Re)*, [1993] 2 C.F. 351 (1^{re} inst.); *Nouveau-Brunswick (Ministre de la Santé et des Services communautaires) c. G. (J.)*, [1999] 3 R.C.S. 46; *Renvoi relatif à la Public Service Employee Relations Act (Alb.)*, [1987] 1 R.C.S. 313; *Slaight Communications Inc. c. Davidson*, [1989] 1 R.C.S. 1038; *États-Unis c. Burns*, [2001] 1 R.C.S. 283; 2001 CSC 7; *De Guzman c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, [2005] 2 R.C.F. 162; 2004 CF 1276; conf. par [2006] 3 R.C.F. 655; 2005 CAF 436; autorisation de pourvoi à la CSC refusée, [2006] S.C.C.A. n° 70 (QL); *Martinez c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2003 CF 1341; *Man Lavette Chen and Kunqian Catherine Zhu v. Secretary of State for the Home Department*, n° C-200-02, 18 mai 2004; *Renvoi : Motor Vehicle Act de la C.-B.*, [1985] 2 R.C.S. 486; *R. c. Ruzic*, [2001] 1 R.C.S. 687; 2001 CSC 24; *Diaz c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, [1999] A.C.F. n° 1241 (1^{re} inst.) (QL); *Legault c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, [2002] 4 C.F. 358; 2002 CAF 125; autorisation de pourvoi à la CSC refusée, [2002] S.C.C.A. n° 220 (QL); *Hawthorne c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, [2003] 2 C.F. 555; 2002 CAF 475; *Selliah c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2004 CAF 261; *Varvara v. Costantino* (2003), 36 Imm. L.R. (3d) 256 (C.J. Ont.); *Langner c. Canada (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration)*, [1995] A.C.F. n° 469 (C.A.) (QL); *Young c. Young*, [1993] 4 R.C.S. 3; *Canadian Foundation for Children, Youth and the Law c. Canada (Procureur général)*, [2004] 1 R.C.S. 76; 2004 CSC 4; *Canada (Procureur général) c. Fetherston*, 2005 CAF 111; *Garcia c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, [2008] 1 R.C.F. 322; 2007 CAF 75; *Zazai c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2004 CAF 89.

2 F.C. 555; (2002), 222 D.L.R. (4th) 265; 24 Imm. L.R. (3d) 34; 297 N.R. 287; 2002 FCA 475; *Selliah v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2004 FCA 261; *Varvara v. Costantino* (2003), 36 Imm. L.R. (3d) 256 (Ont. C.J.); *Langner v. Canada (Minister of Employment and Immigration)* (1995), 29 C.R.R. (2d) 184; 184 N.R. 230 (F.C.A.); *Young v. Young*, [1993] 4 S.C.R. 3; (1993), 108 D.L.R. (4th) 193; [1993] 8 W.W.R. 513; 84 B.C.L.R. (2d) 1; 34 B.C.A.C. 161; 18 C.R.R. (2d) 41; 160 N.R. 1; 49 R.F.L. (3d) 117; 56 W.A.C. 161; *Canadian Foundation for Children, Youth and the Law v. Canada (Attorney General)*, [2004] 1 S.C.R. 76; (2004), 234 D.L.R. (4th) 257; 180 C.C.C. (3d) 353; 16 C.R. (6th) 203; 315 N.R. 201; 183 O.A.C. 1; 46 R.F.L. (5th) 1; 2004 SCC 4; *Canada (Attorney General) v. Fetherston* (2005), 332 N.R. 113; 2005 FCA 111; *Garcia v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, [2008] 1 F.C.R. 322; (2007), 289 D.L.R. (4th) 378; 63 Imm. L.R. (3d) 31; 367 N.R. 256; 41 R.F.L. (6th) 13; 2007 FCA 75; *Zazai v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)* (2004), 36 Imm. L.R. (3d) 167; 318 N.R. 365; 2004 FCA 89.

APPLICATION for judicial review of a decision of an enforcement officer determining that a provincial court custody and non-removal order, did not constitute a statutory stay pursuant to paragraph 50(a) of the *Immigration and Refugee Protection Act*. Application dismissed.

APPEARANCES:

Carole Simone Dahan for applicant.
Robert Bafaro for respondent.

SOLICITORS OF RECORD:

Refugee Law Office, Toronto, for applicant.
Deputy Attorney General of Canada for respondent.

The following are the reasons for judgment and judgment rendered in English by

HENEGHAN J.:

I. Introduction

[1] Ms. Karlene Thompson Blake (the applicant) seeks judicial review of the decision made by an enforcement officer (the officer) on July 12, 2005. In that decision, the officer determined that an order of the Ontario Court

DEMANDE de contrôle judiciaire d'une décision par laquelle un agent d'exécution a conclu que l'ordonnance de garde et de non-renvoi d'une cour provinciale ne constituait pas un sursis aux fins de l'alinéa 50a) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. Demande rejetée.

ONT COMPARU :

Carole Simone Dahan pour la demanderesse.
Robert Bafaro pour le défendeur.

AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER :

Refugee Law Office, Toronto, pour la demanderesse.
Le sous-procureur général du Canada pour le défendeur.

Ce qui suit est la version française des motifs du jugement et du jugement rendus par

LA JUGE HENEGHAN :

I. Introduction

[1] M^{me} Karlene Thompson Blake (la demanderesse) sollicite le contrôle judiciaire d'une décision rendue par un agent d'exécution (l'agent) le 12 juillet 2005. Dans cette décision, l'agent a conclu que l'ordonnance de la

of Justice issued on February 10, 2005 granting the applicant sole custody of her children and prohibiting their removal from Ontario, does not constitute a statutory stay pursuant to paragraph 50(a) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, S.C. 2001, c. 27, as amended (the Act). The applicant now seeks an order quashing the decision to remove her to Jamaica, a declaration that a statutory stay arises by virtue of the order of the Ontario Court of Justice for the purposes of paragraph 50(a) of the Act, and an order prohibiting her removal from Canada pending the determination of her application for landing in Canada on the basis of humanitarian and compassionate grounds.

II. Facts

[2] The applicant is a citizen of Jamaica. She first entered Canada in 1987 as a permanent resident. She is the mother of two Canadian-born children, a daughter, Krishana Danielle Brown, born November 3, 1992 and Kemoi Blake, born September 7, 1996.

[3] On April 27, 2000, a removal order was issued against the applicant, following her conviction of a number of criminal offences including credit card fraud and importation of a narcotic.

[4] The applicant sought to appeal the removal order to the Immigration Appeal Division (the IAD) on the basis of humanitarian and compassionate (H&C) grounds, pursuant to the former *Immigration Act*, R.S.C., 1985, c. I-2 (the former Act). On October 11, 2001, the IAD dismissed the appeal.

[5] On April 17, 2003, the applicant applied for a pre-removal risk assessment (PRRA) pursuant to the Act. A negative decision was made on this application on June 4, 2003.

[6] By letter dated October 5, 2004, the applicant was advised that her removal from Canada had been scheduled for January 15, 2005. On January 11, 2005, the applicant submitted an application to remain in Canada on H&C grounds. On January 19, 2005, she sent the officer a copy of an *ex parte* interim order dated January 17, 2005 that

Cour de justice de l'Ontario rendue le 10 février 2005, qui accordait à la demanderesse la garde exclusive de ses enfants et interdisait leur renvoi de l'Ontario, ne constituait pas un sursis aux fins de l'alinéa 50a) de la *Loi sur l'Immigration et la protection des réfugiés*, L.C. 2001, ch. 27, modifié (la Loi). La demanderesse cherche donc à obtenir une ordonnance annulant la décision de la renvoyer en Jamaïque, un jugement déclarant qu'il y a sursis légal par effet de l'ordonnance de la Cour de justice de l'Ontario aux fins de l'alinéa 50a) de la Loi, ainsi qu'une ordonnance interdisant son renvoi du Canada jusqu'à ce que soit tranchée sa demande d'établissement au Canada pour des motifs d'ordre humanitaire.

II. Faits

[2] La demanderesse est une citoyenne de la Jamaïque. Elle est venue s'établir au Canada pour la première fois en 1987, en tant que résidente permanente. Elle a deux enfants nés au Canada : Krishana Danielle Brown, née le 3 novembre 1992, et Kemoi Blake, né le 7 septembre 1996.

[3] Le 27 avril 2000, une mesure de renvoi a été prise contre la demanderesse à la suite de sa déclaration de culpabilité relativement à plusieurs infractions criminelles, incluant la fraude de cartes de crédit et l'importation de stupéfiants.

[4] La demanderesse a interjeté appel de la mesure de renvoi à la Section d'appel de l'immigration (la SAI) pour des motifs d'ordre humanitaire, en se fondant sur l'ancienne *Loi sur l'Immigration*, L.R.C. (1985), ch. I-2 (l'ancienne Loi). La SAI a rejeté l'appel le 11 octobre 2001.

[5] Le 17 avril 2003, la demanderesse a présenté une demande d'examen des risques avant renvoi (ERAR). Une décision négative a été rendue à l'égard de cette demande le 4 juin 2003.

[6] Par lettre datée du 5 octobre 2004, la demanderesse a été avisée que son renvoi du Canada avait été prévu pour le 15 janvier 2005. Le 11 janvier 2005, elle a présenté une demande pour rester au Canada pour des motifs d'ordre humanitaire. Le 19 janvier, elle a fait parvenir à l'agent copie d'une ordonnance provisoire *ex parte* datée

had been issued by the Ontario Court of Justice (the custody and non-removal order). The relevant part of that order reads as follows:

2. The Applicant mother and Moving Party, Karlene Thompson-Blake, shall have sole custody of the children: Krishana Danielle Brown, born November 3, 1992 and Kemoi Blake born on September [7] 1996.

3. The children, Krishana Danielle Brown, born November 3, 1992, and Kemoi Blake born September 7, 1996, shall not be removed from the Province of Ontario by the Applicant mother or Respondents or anyone acting on either party's behalf without further order of this Court.

[7] On February 10, 2005, Mr. Justice Scully of the Ontario Court of Justice issued a final order granting the applicant sole custody of her children. He also ordered that the children not be removed from the Province of Ontario. Although the Minister of Citizenship and Immigration was named as a respondent in that matter, he did not appear at the hearing. The terms of the order were as follows:

2. Karlene Thompson-Blake shall have final sole custody of Krishana Danielle Brown born November 3, 1992 and Kemoi Blake born September 7, 1996.

14.(1) The above named children shall not be removed from the Province of Ontario, pursuant to sections 19, 21 and 28 of the Children's Law Reform Act.

(2) Order to be issued forthwith.

[8] By letter dated July 12, 2005, the applicant was advised that her removal from Canada had been rescheduled for August 19, 2005.

[9] The applicant met with the officer on July 12, 2005. She brought the custody and non-removal order to the attention of the officer and suggested that this order precluded execution of the removal order. The officer disagreed, on the basis that the removal order related only to the applicant and did not concern the children.

du 17 janvier 2005 qui avait été rendue par la Cour de justice de l'Ontario (l'ordonnance de garde et de non-renvoi). La partie de l'ordonnance qui nous intéresse se lit ainsi :

[TRADUCTION]

2. La mère demanderesse et requérante, Karlene Thompson-Blake, aura la garde exclusive des enfants : Krishana Danielle Brown, née le 3 novembre 1992, et Kemoi Blake, né le 7 septembre 1996.

3. Les enfants, Krishana Danielle Brown, née le 3 novembre 1992, et Kemoi Blake, né le 7 septembre 1996, ne seront pas renvoyés de la province d'Ontario par la mère demanderesse, par les intimés, ou toute personne agissant pour le compte de l'une des parties sans autre ordonnance de la Cour.

[7] Le 10 février 2005, le juge Scully de la Cour de justice de l'Ontario a rendu une ordonnance définitive accordant à la demanderesse la garde exclusive de ses enfants. Il a aussi ordonné que les enfants ne soient pas renvoyés de la province d'Ontario. Même s'il était désigné à titre d'intimé dans cette instance, le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration ne s'est pas présenté à l'audience. Le libellé de l'ordonnance était le suivant :

[TRADUCTION]

2. Karlene Thompson-Blake aura la garde exclusive et définitive de Krishana Danielle Brown, née le 3 novembre 1992, et de Kemoi Blake, né le 7 septembre 1996.

14.(1) Les enfants susmentionnés ne seront pas renvoyés de la province d'Ontario, conformément aux articles 19, 21 et 28 de la Loi portant sur la Réforme du droit de l'enfance.

(2) L'ordonnance sera délivrée immédiatement.

[8] Par lettre en date du 12 juillet 2005, la demanderesse a été avisée que son renvoi du Canada avait été reporté au 19 août 2005.

[9] La demanderesse a rencontré l'agent le 12 juillet 2005. Elle a porté à son attention l'ordonnance de garde et de non-renvoi, faisant valoir que cette ordonnance empêchait l'exécution de la mesure de renvoi. L'agent a marqué son désaccord, disant que la mesure de renvoi ne touchait que la demanderesse et ne concernait pas les

The officer's field operating support system (FOSS) notes, dated July 12, 2005, provide as follows:

Interview conducted with above-mentioned subject on this date. Notified of removal arrangements for 19 Aug 2005. Her consultant was present also made aware of the situation. Subject was verbally combative about the family court order that stated her children could not be removed from the country. She was informed that the department is enforcing a removal order directed to her and not her children. Her consultant asked what would be done regarding her children. She was informed that the removal order pertained to the subject only, that the department was in no way suggesting that the children were being removed, but should she require assistance we may be able to aid....

[10] The applicant subsequently moved for a stay of her removal and by order dated August 8, 2005, a stay of removal was granted, pending disposition of this judicial review application. On August 14, 2005, leave was granted to the applicant to bring this judicial review application.

[11] The applicant subsequently filed a further application for leave and judicial review in cause number IMM-4686-05, relative to the officer's decision not to defer her removal. On December 21, 2005, that application for leave was dismissed.

[12] On August 23, 2006, Madam Justice Dawson issued reasons for order and order in *Alexander v. Canada (Solicitor General)*, [2006] 2 F.C.R. 681 (F.C.). In that decision, she held that the Ontario Court of Justice interim and final orders granting an applicant custody of children and prohibiting their removal from Ontario did not give rise to a statutory stay of removal for the purposes of paragraph 50(a) of the Act. She certified the following question [at paragraph 93]:

In the circumstances of this case, where:

1. A parent is a foreign national who is subject to a valid removal order;
2. A family court issues an order, granting custody to the parent of his or her Canadian-born child and prohibiting the removal of the child from the province; and

enfants. Les notes consignées par l'officier le 12 juillet 2005 au Système de soutien des opérations des bureaux locaux (SSOBL) se lisent comme suit :

[TRADUCTION] Entrevue conduite avec le sujet mentionné ci-dessus à cette date. Avisée des arrangements du renvoi prévu pour le 19 août 2005. Son expert-conseil, présente aussi, avisée de la situation. Le sujet insistait fortement sur l'ordonnance qui énonçait que ses enfants ne pouvaient être renvoyés du pays. Elle a été informée que le ministère exécutait seulement la mesure de renvoi à son égard, et non à l'endroit de ses enfants. Son expert-conseil a demandé ce qu'il adviendrait de ses enfants. Elle a été informée que la mesure de renvoi ne concernait qu'elle seule et que le ministère n'a jamais laissé entendre que les enfants seraient renvoyés mais que si elle avait besoin d'aide, nous pourrions l'aider. [...]

[10] La demanderesse a par la suite déposé une requête demandant qu'il soit sursis à son renvoi. Par ordonnance rendue le 8 août 2005, le sursis a été accordé, jusqu'à ce qu'une décision soit rendue relativement à la demande de contrôle judiciaire dont nous sommes saisis. Elle a reçu l'autorisation de présenter la demande le 14 août 2005.

[11] La demanderesse a par la suite produit une autre demande d'autorisation de contrôle judiciaire dans le dossier n° IMM-4686-05, relativement à la décision de l'agent de ne pas différer son renvoi. Cette demande d'autorisation a été rejetée le 21 décembre 2005.

[12] Le 23 août 2006, la juge Dawson a rendu ses motifs d'ordonnance et l'ordonnance dans l'affaire *Alexander c. Canada (Solliciteur général)*, [2006] 2 R.C.F. 681 (C.F.). Dans sa décision, elle a souligné que l'ordonnance provisoire et l'ordonnance définitive de la Cour de justice de l'Ontario, qui accordaient à la demanderesse la garde des enfants et interdisaient leur renvoi de l'Ontario, n'emportaient pas sursis du renvoi par application de l'alinéa 50a) de la Loi. Elle a certifié la question suivante [au paragraphe 93] :

Dans les circonstances de l'espèce, où :

1. l'un des parents est un ressortissant étranger visé par une mesure de renvoi valide;
2. un tribunal de la famille prononce une ordonnance qui accorde la garde parentale au parent d'un enfant né au Canada et qui interdit le renvoi de l'enfant de la province visée;

3. The Minister is given the opportunity to make submissions before the family court before the order is pronounced;

Would the family court order be directly contravened, within the contemplation of paragraph 50(a) of the Act [*Immigration and Refugee Protection Act*], if the parent, but not the child, is removed from Canada?

[13] The within matter was set for hearing on November 20, 2006. On that date, the hearing was adjourned upon the consent of both parties, pending the disposition by the Federal Court of Appeal in *Alexander*. On November 28, 2006, the Federal Court of Appeal dismissed the *Alexander* appeal on the grounds of mootness; see *Alexander v. Canada (Solicitor General)* (2006), 57 Imm. L.R. (3d) 1.

III. Submissions

A. The applicant's submissions

[14] The applicant challenges the officer's decision on the grounds that it contravenes paragraph 50(a) of the Act and the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, being Part I of the *Constitution Act, 1982*, Schedule B, *Canada Act 1982*, 1982, c. 11 (U.K.) [R.S.C., 1985, Appendix II, No. 44] (the Charter) and further, that it is not supported by sufficient reasons.

Standard of review

[15] The applicant argues that since this proceeding raises the issue of the interpretation of paragraph 50(a) of the Act, as well as the application of the Charter, the applicable standard of review is that of correctness. In this regard, she relies upon the decision in *Pushpanathan v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, [1998] 1 S.C.R. 982.

Interpretation of paragraph 50(a) of the Act

[16] The applicant argues that paragraph 50(a) must be interpreted according to its ordinary meaning. Its statutory language must be read in its entire context and the grammatical and ordinary sense; see *Rizzo & Rizzo Shoes Ltd. (Re)*, [1998] 1 S.C.R. 27, at paragraph 21. She

3. le ministre a la possibilité de présenter des observations au tribunal de la famille avant que soit rendue l'ordonnance;

l'ordonnance du tribunal de la famille empêche-t-elle directement le renvoi du Canada du parent, mais non de l'enfant, eu égard à l'alinéa 50a) de la Loi?

[13] L'audience de l'affaire qui nous intéresse a été prévue le 20 novembre 2006. Ce jour-là, avec le consentement des deux parties, l'audience a été ajournée en attendant la décision de la Cour d'appel fédérale dans *Alexander*. Le 28 novembre 2006, la Cour d'appel fédérale a rejeté l'appel en raison du caractère académique de celui-ci; voir *Alexander c. Canada (Solliciteur général)*, 2006 CAF 386.

III. Prétentions

A. Les prétentions de la demanderesse

[14] La demanderesse conteste la décision de l'agent aux motifs que celle-ci contrevient à l'alinéa 50a) de la Loi ainsi qu'à la *Charte canadienne des droits et libertés*, qui constitue la partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982*, annexe B, *Loi de 1982 sur le Canada*, 1982, ch. 11 (R.-U.) [L.R.C. (1985), appendice II, n° 44] (la Charte), et qu'elle n'est pas suffisamment motivée.

La norme de contrôle

[15] La demanderesse soutient qu'étant donné que l'instance porte sur l'interprétation de l'alinéa 50a) de la Loi ainsi que sur l'application de la Charte, la norme de contrôle à appliquer est celle de la décision correcte. À cet égard, elle se base sur l'arrêt *Pushpanathan c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, [1998] 1 R.C.S. 982.

Interprétation de l'alinéa 50a) de la Loi

[16] La demanderesse plaide que l'alinéa 50a) doit être interprété selon son sens ordinaire. Les termes de la loi doivent être lus dans leur contexte global, ainsi que selon leur sens ordinaire et grammatical; voir *Rizzo & Rizzo Shoes Ltd. (Re)*, [1998] 1 R.C.S. 27, au paragraphe 21.

submits that the custody and non-removal order will be breached for the purposes of paragraph 50(a) upon a plain language reading of that provision, if the applicant is removed from Canada and her children are subsequently taken from her physical care and custody.

[17] Next, the applicant argues that paragraph 50(a) must be interpreted in accordance with the purpose and overall scheme of the Act. She argues that section 12 of the *Interpretation Act*, R.S.C., 1985, c. I-21, as amended, requires that each federal enactment “shall be given such fair, large and liberal construction and interpretation as best ensures the attainment of its object.” She submits that statutory stays pursuant to paragraph 50(a) should be interpreted with due regard for the Act’s “overall scheme” relying upon the decision in *Cuskic v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, [2001] 2 F.C. 3 (C.A.), at paragraph 20.

[18] Next, the applicant submits that the execution of the officer’s decision would contravene the custody and non-removal order for the purposes of paragraph 50(a) of the Act. In this regard, she relies on *Cassells v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)* (1999), 171 F.T.R. 1 (F.C.T.D.), where the Court found that a summons to appear before the family court constituted a statutory stay pursuant to paragraph 50(a). If such a summons gives rise to a statutory stay, she submits that a court order “where the best interests of the child have been thoroughly examined must also create a statutory stay.”

[19] The applicant refers to section 234 of the *Immigration and Refugee Protection Regulations*, SOR/2002-227 which list two circumstances where a decision made in a judicial proceeding would not be contravened by the enforcement of a removal order, that is the withdrawal of criminal charges or any summons or subpoena if the person concerned were removed from Canada, upon an agreement between the Department of Citizenship and Immigration and the federal or provincial Attorney General, as the case may be.

[20] The applicant refers to paragraph 3(1)(d) of the Act which provides that one of the statutory objectives is the reunification of families in Canada. She also refers to

Elle soutient que l’ordonnance de garde et de non-renvoi sera enfreinte, selon l’alinéa 50a), si l’on s’en tient au sens ordinaire de cette disposition, dans l’éventualité où la demanderesse est renvoyée du Canada et ses enfants sont subséquemment soustraits à ses soins et sa garde physique.

[17] La demanderesse plaide ensuite que l’alinéa 50a) doit être interprété en conformité avec l’objet et l’esprit général de la Loi. Elle avance que l’article 12 de la *Loi d’interprétation*, L.R.C. (1985), ch. I-21, modifié, prévoit que tout texte de loi fédéral « s’interprète de la manière la plus équitable et la plus large qui soit compatible avec la réalisation de son objet ». Elle avance aussi que les sursis prévus à l’alinéa 50a) doivent être interprétés à la lumière de « l’objectif général » de la Loi, tel que l’a souligné la Cour dans *Cuskic c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration)*, [2001] 2 C.F. 3 (C.A.), au paragraphe 20.

[18] Ensuite, la demanderesse plaide que l’exécution de la décision de l’agent contreviendrait à l’ordonnance de garde et de non-renvoi suivant l’alinéa 50a) de la Loi. À cet égard, elle se fonde sur l’arrêt *Cassells c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration)*, [1999] A.C.F. n° 985 (1^{re} inst.) (QL), où la Cour a conclu qu’une sommation à comparaître devant un tribunal de la famille emportait sursis par application de l’alinéa 50a). Si une telle sommation opère un sursis, elle avance qu’une ordonnance d’un tribunal, [TRADUCTION] « devant lequel l’intérêt supérieur de l’enfant a été examiné soigneusement doit aussi emporter sursis ».

[19] La demanderesse cite l’article 234 du *Règlement sur l’immigration et la protection des réfugiés*, DORS/2002-227, qui énonce deux circonstances dans lesquelles une décision judiciaire n’a pas pour effet direct d’empêcher l’exécution d’une mesure de renvoi s’il existe un accord entre le procureur général du Canada ou d’une province et le ministère de la Citoyenneté et de l’Immigration : le retrait d’accusations au pénal et de toute assignation à comparaître ou sommation si la personne visée était renvoyée du Canada.

[20] La demanderesse renvoie à l’alinéa 3(1)d) de la Loi qui prévoit que l’un des objets de celle-ci est de veiller à la réunification des familles au Canada. Elle

paragraph 68 of the decision in *Baker v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, [1999] 2 S.C.R. 817 where the Supreme Court of Canada emphasized the importance of the objective of family reunification, as set out in the Act.

[21] The applicant argues that the custody and non-removal order must be interpreted with regard to the general regime for family law in Ontario and in particular the *Children's Law Reform Act*, R.S.O. 1990, c. C.12 (the CLRA).

[22] Next, the applicant submits that custody constitutes physical care and control of children. In this regard, she relies on the decision in *Harsant v. Portnoi* (1990), 74 O.R. (2d) 33 (H.C.), at page 37.

[23] The applicant disagrees with the conclusions of Madam Justice Dawson, at paragraph 41 of *Alexander*, where the Court concluded that the right to “control the child’s place of residence” does not necessarily mean that the parent reside with the child, even while exercising control of the child’s residence. The applicant argues that this reading of *Chou v. Chou* (2005), 253 D.L.R. (4th) 548 (Ont. S.C.J.), is flawed.

Section 7 of the Charter

[24] The applicant further argues that the officer’s decision offends section 7 of the Charter. She refers to paragraph 3(3)(d) of the Act which provides that the Act is to be applied in a manner that ensures that decisions made under it are consistent with the Charter. She submits that the Charter can assist with the interpretation of the scope of legislation where there is ambiguity and that an interpretation that is consistent with the Charter should be preferred over one that is not; see *Christian Horizons v. Ontario Human Rights Commission* (1993), 14 O.R. (3d) 374 (Div. Ct.), at page 397 and *Canada (Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police) (Re)*, [1993] 2 F.C. 351 (T.D.).

[25] The applicant also cites *New Brunswick (Minister of Health & Community Services) v. G. (J.)*, [1999] 3 S.C.R. 46, at paragraph 76, where Chief Justice Lamer

renvoie aussi au paragraphe 68 de l’arrêt *Baker c. Canada (Ministre de l’Immigration et de la Citoyenneté)*, [1999] 2 R.C.S. 817, où la Cour suprême du Canada a souligné l’importance, dans la loi, de l’objectif de réunification des familles.

[21] La demanderesse plaide que l’ordonnance de garde et de non-renvoi doit être interprétée en fonction du régime général du droit de la famille en Ontario, et plus particulièrement de la *Loi portant réforme du droit de l’enfance*, L.R.O. 1990, ch. C.12 (la LRDE).

[22] Ensuite, elle avance que la garde est une forme de soins et de contrôle physique des enfants. Sur ce point, elle se base sur la décision *Harsant v. Portnoi* (1990), 74 O.R. (2d) 33 (H.C.), à la page 37.

[23] La demanderesse s’oppose aux conclusions que la juge Dawson tire au paragraphe 41 de la décision *Alexander*, où elle a conclu, au nom de la Cour, que le droit de « contrôler le lieu de résidence de l’enfant » n’inclut pas nécessairement la cohabitation avec l’enfant, même lorsque le parent exerce son droit de contrôle sur le lieu de résidence de l’enfant. Elle soutient que cette interprétation donnée par la juge Dawson à la décision *Chou v. Chou* (2005), 253 D.L.R. (4th) 548 (C.S.J. Ont.), est incorrecte.

Article 7 de la Charte

[24] La demanderesse plaide aussi que la décision de l’agent porte atteinte à l’article 7 de la Charte. Elle renvoie à l’alinéa 3(3)d) de la Loi qui prévoit que son interprétation et sa mise en œuvre doivent avoir pour effet d’assurer que les décisions prises sous son régime soient conformes à la Charte. Elle soutient que la Charte peut guider le tribunal dans l’interprétation de la portée de la loi lorsqu’il y a ambiguïté et qu’une interprétation conforme à la Charte doit être préférée à celle qui ne l’est pas; voir *Christian Horizons v. Ontario Human Rights Commission* (1993), 14 O.R. (3d) 374 (C. div.), à la page 397, ainsi que *Canada (Commissaire de la Gendarmerie royale du Canada) (Re)*, [1993] 2 C.F. 351 (1^{re} inst.).

[25] La demanderesse cite aussi le paragraphe 76 de l’arrêt *Nouveau-Brunswick (Ministre de la Santé et des Services communautaires) c. G. (J.)*, [1999] 3 R.C.S. 46,

recognized that separating a child from his or her parent may seriously affect the child's psychological integrity and well-being.

[26] The applicant argues that in interpreting section 7 of the Charter, it is necessary to consider Canada's international obligations and to the extent possible, to presume that the Charter provides protection equivalent to that granted by similar provisions in international documents ratified by Canada. In this regard, she relies on the decisions in *Reference Re Public Service Employee Relations Act*, [1987] 1 S.C.R. 313, at page 349; *Slaight Communications Inc. v. Davidson*, [1989] 1 S.C.R. 1038; and *United States v. Burns*, [2001] 1 S.C.R. 283.

[27] The applicant refers to paragraph 3(3)(f) of the Act which provides that the Act is to be applied in a manner that complies with international human rights instruments to which Canada is signatory. She submits that such instruments are "determinative of the meaning of IRPA," relying on the decisions in *De Guzman v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, [2005] 2 F.C.R. 162 (F.C.); aff'd [2006] 3 F.C.R. 655 (F.C.A.); leave to appeal to S.C.C. refused [2006] S.C.C.A. No. 70 (QL) and *Martinez v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2003 FC 1341.

[28] The applicant submits that Canada ratified the United Nations *Convention on the Rights of the Child*, November 20, 1989, [1992] Can. T.S. No. 3 (the CRC) and that the CRC establishes a framework within which all legislative and administrative decisions should be made.

[29] The applicant also argues that Canada is signatory to additional instruments that recognize the best interests of the child and the importance of the parent-child relationship, for example the *Universal Declaration of Human Rights* [GA Res. 217(A)(III), UN GAOR, December 10, 1948], Article 12 and the *International Covenant on Civil and Political Rights* [December 19, 1966, [1976] Can. T.S. No. 47], Articles 17 and 23.

où le juge en chef Lamer a reconnu que l'intégrité psychologique et le bien-être de l'enfant peuvent être gravement compromis s'il est séparé de ses parents.

[26] La demanderesse allègue aussi que lorsque des questions relatives à l'interprétation de l'article 7 de la Charte se posent, il est nécessaire de prendre en compte les obligations internationales du Canada et de présumer, dans la mesure possible, que la Charte accorde une protection équivalente à celle garantie par les dispositions similaires des documents internationaux ratifiés par le Canada. Elle renvoie à cet égard aux arrêts *Renvoi relatif à la Public Service Employee Relations Act (Alb.)*, [1987] 1 R.C.S. 313, à la page 349; *Slaight Communications Inc. c. Davidson*, [1989] 1 R.C.S. 1038; et *États-Unis c. Burns*, [2001] 1 R.C.S. 283.

[27] La demanderesse cite l'alinéa 3(3)f) de la Loi, qui prévoit que la mise en œuvre de celle-ci doit avoir pour effet de se conformer aux instruments internationaux portant sur les droits de l'homme dont le Canada est signataire. Elle souligne que ces documents internationaux « ont un caractère déterminant quant au sens de la LIPR », citant les décisions *De Guzman c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, [2005] 2 R.C.F. 162 (C.F.); confirmée par [2006] 3 R.C.F. 655 (C.A.F.); demande d'autorisation de pourvoi à la Cour suprême refusée [2006] S.C.C.A. n° 70 (QL) et *Martinez c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2003 CF 1341.

[28] Elle souligne que le Canada a ratifié la *Convention relative aux droits de l'enfant* des Nations Unies, 20 novembre 1989, [1992] Can. T.S. n° 3 (la CDE), et que celle-ci établit un cadre dans lequel toutes les décisions législatives et administratives doivent être prises.

[29] La demanderesse allègue aussi que le Canada est signataire de certains autres instruments qui reconnaissent l'importance de l'intérêt supérieur de l'enfant et de la relation parent-enfant, tels la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, [Rés. AG 217(A)(III), Doc. off. AGNU, 10 décembre 1948], article 12, et le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* [19 décembre 1966, [1976] R.T. Can. n° 47], articles 17 et 23.

[30] Finally, the applicant cites a decision of the United Kingdom in which the Court found that a parent of a child who was a United Kingdom citizen could invoke a right of residence deriving from that child; see *Man Lavette Chen and Kunqian Catherine Zhu v. Secretary of State for the Home Department*, case C-200/02, 18 May 2004.

[31] The applicant argues that the violation of section 7 arising from the officer's decision cannot be justified under section 1. She submits that section 7 violations can only be justified under section 1 in the most exceptional circumstances, relying upon the decisions in *Re B.C. Motor Vehicle Act*, [1985] 2 S.C.R. 486, at page 518 and *R. v. Ruzic*, [2001] 1 S.C.R. 687, at paragraphs 91-92.

Adequacy of the officer's reasons

[32] Finally, the applicant submits that the officer breached the obligations of procedural fairness by failing to provide adequate reasons for the decision. In this regard, she relies on the decisions in *Baker and Diaz v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)* (1999), 173 F.T.R. 139 (F.C.T.D.), for the propositions that procedural fairness requires that decisions with significant consequences for an individual require the support of reasons.

B. The respondent's submissions

Interpretation of paragraph 50(a) of the Act

[33] The respondent argues that the officer's decision is consistent with the grammatical and ordinary meaning of paragraph 50(a) of the Act. In this regard, he relies upon dictionary meanings of "direct," "directly" and "contravene." The respondent argues that, in light of the use of these words in paragraph 50(a), the custody and non-removal order could only give rise to a statutory stay if it would be "unambiguously violated by the Applicant's removal from Canada." The respondent then submits that the custody element of the order would not be violated by the applicant's deportation because the order does not alter the rights or obligations held by the applicant as a custodial parent prior to the issuance of the order or, for

[30] Enfin, la demanderesse cite une décision du Royaume-Uni où la Cour a conclu que le parent d'un enfant citoyen du Royaume-Uni pouvait invoquer un droit de résidence dérivant de l'enfant; voir *Man Lavette Chen and Kunqian Catherine Zhu v. Secretary of State for the Home Department*, n° C-200/02, 18 mai 2004.

[31] La demanderesse soutient que la violation de l'article 7 causée par la décision de l'agent ne peut être justifiée selon l'article premier. Se fondant sur les arrêts *Renvoi : Motor Vehicle Act de la C.-B.*, [1985] 2 R.C.S. 486, à la page 518, et *R. c. Ruzic*, [2001] 1 R.C.S. 687, aux paragraphes 91 et 92, elle allègue que les violations de l'article 7 ne peuvent être justifiées au regard de l'article premier que dans des circonstances exceptionnelles.

Le caractère suffisant des motifs de l'agent

[32] En dernier lieu, la demanderesse soutient que l'agent a manqué à son obligation d'équité procédurale en ne motivant pas suffisamment sa décision. Sur ce point, elle se fonde sur les arrêts *Baker et Diaz c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, [1999] A.C.F. n° 1241 (1^{re} inst.) (QL), pour soutenir que l'équité procédurale exige que les décisions susceptibles d'entraîner des conséquences graves pour un individu doivent être suffisamment motivées.

B. Les prétentions du défendeur

Interprétation de l'alinéa 50a) de la Loi

[33] Le défendeur croit que la décision de l'agent est compatible avec le sens grammatical et ordinaire de l'alinéa 50a) de la Loi. À cet égard, il se fonde sur la définition donnée par le dictionnaire aux mots « direct », « directement » et « empêcher ». Selon le défendeur, et à la lumière de l'emploi de ces mots à l'alinéa 50a), l'ordonnance de garde et de non-renvoi n'opérerait sursis que si elle était [TRADUCTION] « enfreinte de façon non équivoque par le renvoi de la demanderesse du Canada ». Le défendeur allègue aussi que la partie de l'ordonnance qui porte sur la garde ne serait pas enfreinte par le renvoi de la demanderesse puisque l'ordonnance ne modifie pas les droits ou obligations qu'elle détenait en tant que

that matter, of the rights and obligations of any parent towards his or her children.

[34] The respondent further argues that the residency portion of the custody and non-removal order would not be violated by the applicant's deportation because the children are not being removed from Ontario.

[35] The respondent states that the interpretation of the words "directly contravened" by Madam Justice Dawson in *Alexander* is supported by jurisprudence under the former Act and in that regard, refers to the decision in *Mobtagha v. Canada (Minister of Employment and Immigration)* (1992), 53 F.T.R. 249 (F.C.T.D.). In that case [at paragraph 2], the Court determined that a custody order issued by the Lieutenant-Governor of Quebec did not give rise to a statutory stay pursuant to paragraph 50(1)(a) of the former Act because it was not an "order made by any judicial body or officer in Canada" and nothing in the order required the applicant to be in Canada or to appear before a tribunal at a particular time or place.

[36] The respondent further submits that the officer's decision is consistent with the immigration scheme established by Parliament. He relies on the decision in *Chiarelli v. Canada (Minister of Employment and Immigration)*, [1992] 1 S.C.R. 711, at page 733 where the Supreme Court clearly stated that non-citizens do not have an unqualified right to enter or remain in Canada.

[37] According to the respondent, the comprehensive statutory scheme of the Act allows for immigration and provides protection where appropriate, but necessarily also provides for the removal of foreign nationals, deferral of removal and for statutory and judicial stays. He submits paragraph 50(a) was not intended to allow foreign nationals to purposely avoid other alleged obligations under the Act and refers to the decision in *Louis v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2001 FCT 1344 where the Court rejected the argument that a statutory stay arose pursuant to paragraph 50(1)(a) of the former Act because the applicant was required to attend a civil matter. In rejecting this argument, the Court said paragraph 50(1)(a) of the

parent gardien avant la délivrance de l'ordonnance, pas plus qu'elle ne modifie les droits et obligations de tout parent face à ses enfants.

[34] Le défendeur avance aussi que la partie de l'ordonnance de garde et de non-renvoi qui traite de la résidence des enfants ne serait pas enfreinte par le renvoi de la demanderesse parce que les enfants ne sont pas renvoyés de l'Ontario.

[35] Le défendeur dit que l'interprétation des termes « effet direct d'en empêcher l'exécution » trouve appui dans la jurisprudence se rapportant à l'ancienne Loi, et cite à cet égard la décision *Mobtagha c. Canada (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration)*, [1992] A.C.F. n° 108 (1^{re} inst.) (QL). Dans cette affaire [au paragraphe 2], la Cour a conclu qu'une ordonnance de garde délivrée par le lieutenant-gouverneur du Québec n'emportait pas sursis par application de l'alinéa 50(1)a) de l'ancienne Loi parce que celle-ci n'était pas une « ordonnance rendue au Canada par un organisme ou une autorité judiciaire » et que celle-ci n'exigeait pas la présence de la demanderesse au Canada, ni sa comparution devant un tribunal à un endroit ou à un moment précis.

[36] Le défendeur soutient de plus que la décision de l'agent est conforme au régime d'immigration mis en place par le législateur. Sur ce point, il se fonde sur l'arrêt *Chiarelli c. Canada (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration)*, [1992] 1 R.C.S. 711, à la page 733, où la Cour suprême a clairement dit que les non-citoyens n'ont pas un droit absolu d'entrer au pays ou d'y demeurer.

[37] Selon les dires du défendeur, le régime législatif complet de la Loi favorise l'immigration et accorde une protection dans les cas appropriés; toutefois, il prévoit aussi le renvoi des étrangers, le report des renvois, ainsi que les sursis légaux et judiciaires. Il prétend que l'alinéa 50a) ne visait pas à permettre aux étrangers de se soustraire volontairement à d'autres obligations découlant de la Loi. À cet égard, il renvoie à la décision *Louis c. Canada (Ministre de l'Immigration et de la Citoyenneté)*, 2001 CFPI 1344, où la Cour a rejeté l'argument qu'il y avait sursis par application de l'alinéa 50(1)a) de l'ancienne Loi du fait que le demandeur devait comparaître dans une affaire civile. Lorsque la Cour a rejeté cet argument, elle a précisé que l'alinéa 50(1)a)

former Act was not enacted to allow persons to avoid other obligations under that legislation.

[38] The respondent also argues that the best interests of the child do not automatically entitle a foreign national to enter and remain in Canada. Although Canadian family courts, including the family courts of Ontario, address the best interests of the child in deciding custody and access matters, the best interests of the child is but one factor to be considered pursuant to the statutory scheme governing immigration; see *Baker*; *Legault v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, [2002] 4 F.C. 358 (F.C.A.), leave to appeal to the S.C.C. refused, [2002] S.C.C.A. No. 220 (QL) and *Hawthorne v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, [2003] 2 F.C. 555 (F.C.A.).

[39] The respondent submits that a finding that the custody and non-removal order gives rise to a statutory stay pursuant to paragraph 50(a) would lead to the “absurd result” that a family with custody and residency orders would enjoy a relative advantage over those without such orders. This result would undermine the fairness, integrity and confidence in Canada’s immigration system; see *Selliah v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, 2004 FCA 261, at paragraph 22.

[40] The respondent argues that the *Federal Courts Act*, R.S.C., 1985 c. F-7 [s. 1 (as am. by S.C. 2002, c. 8, s. 14)], as amended, in subsection 18(3) [as am. by S.C. 1990, c. 8, s. 4], section 18.1 [as enacted *idem*, s. 5; 2002, c. 8, s. 27] and section 18.2 [as enacted by S.C. 1990, c. 8, s. 5; 2002, c. 8, s. 28] makes it clear that this Court exercises exclusive jurisdiction to issue prerogative relief against federal decision makers and that such relief can only be obtained through an application for judicial review. He submits that some recent Provincial Court decisions show that foreign nationals “are increasingly attempting to use paragraph 50(a) of the Act and provincial courts” to undermine the legislative framework established by Parliament. In this regard, the respondent refers to the decision in *Varvara v. Costantino* (2003), 36 Imm. L.R. (3d) 256 (Ont. C.J.).

de l’ancienne Loi ne visait pas à permettre à des individus de se soustraire aux autres obligations prévues par cette même loi.

[38] Le défendeur soutient également que l’intérêt supérieur de l’enfant ne donne pas automatiquement à un étranger le droit d’entrer et de demeurer au Canada. Bien que les tribunaux de la famille du Canada, dont ceux de l’Ontario, se fondent sur l’intérêt supérieur de l’enfant dans leurs décisions portant sur des questions de garde et de droits de visite, celui-ci n’est qu’un facteur parmi d’autres devant être pris en considération dans le cadre du régime législatif régissant l’immigration; voir *Baker*; *Legault c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration)*, [2002] 4 C.F. 358 (C.A.F.), autorisation de pourvoi à la Cour suprême refusée, [2002] S.C.C.A. n° 220 (QL) et *Hawthorne c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration)*, [2003] 2 C.F. 555 (C.A.F.).

[39] Selon le défendeur, conclure qu’une ordonnance de garde et de non-renvoi opère sursis par application de l’alinéa 50a) pourrait mener à un « résultat absurde », à savoir qu’une famille visée par une ordonnance de garde et de résidence posséderait un avantage relatif face à celle qui n’est pas visée par une telle ordonnance. Ce résultat compromettrait gravement l’équité, l’intégrité ainsi que la confiance envers le système d’immigration canadien; voir *Selliah c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration)*, 2004 CAF 261, au paragraphe 22.

[40] Le défendeur soutient que la *Loi sur les Cours fédérales* L.R.C. (1985), ch. F-7 [art. 1 (mod. par L.C. 2002, ch. 8, art. 14)], modifié, prévoit clairement au paragraphe 18(3) [mod. par L.C. 1990, ch. 8, art. 4] et aux articles 18.1 [édicte *idem*, art. 5; 2002, ch. 8, art. 27] et 18.2 [édicte par L.C. 1990, ch. 8, art. 5; 2002, ch. 8, art. 28] que la Cour a compétence exclusive pour accorder une réparation extraordinaire à l’encontre d’une décision rendue par des décideurs fédéraux et qu’une telle réparation ne peut être obtenue que par voie de demande de contrôle judiciaire. Le défendeur fait valoir que certaines décisions récentes de tribunaux provinciaux nous apprennent que les étrangers [TRADUCTION] « essaient de plus en plus d’utiliser l’alinéa 50a) de la Loi ainsi que les tribunaux provinciaux » afin de miner le cadre législatif mis sur pied par le législateur. À cet

[41] Next, the respondent submits that the officer's decision is consistent with the objectives and intentions of Parliament as set forth in subsection 25(1) of the Act and section 233 of the Regulations. Subsection 25(1) provides that H&C decisions are to be made taking into account the best interests of a child who is directly affected. These best interests are to be a primary but not determinative consideration; see *Baker, Legault, and Hawthorne*.

[42] Section 233 of the Regulations provide for a statutory stay where an H&C application is approved. The respondent submits that from this, it can be inferred that Parliament did not intend that an outstanding H&C application would prevent the removal of a foreign national.

Section 7 of the Charter

[43] The respondent submits that Madam Justice Dawson was correct in *Alexander* in finding that section 7 of the Charter does not preclude the removal of foreign nationals who have Canadian-born children. It notes that *Baker* does not overrule *Langner v. Canada (Minister of Employment and Immigration)* (1995), 29 C.R.R. (2d) 184 (F.C.A.) and *Langner* remains good law. Further, the respondent argues that *Baker, Legault, Hawthorne* and other cases specifically contemplate the separation of a foreign national from his or her Canadian-born children but make no findings that such a separation violates section 7 of the Charter.

[44] Further, the respondent suggests that the Charter does not apply to court orders that concern custody and access and relies in this regard on the decision in *Young v. Young*, [1993] 4 S.C.R. 3. He argues that the best interests of the child is not a principle of fundamental justice; see *Canadian Foundation for Children, Youth and the Law v. Canada (Attorney General)*, [2004] 1 S.C.R. 76, at paragraph 10.

égard, il renvoie à la décision *Varvara v. Costantino* (2003), 36 Imm. L.R. (3d) 256 (C.J. Ont.).

[41] Ensuite, le défendeur soutient que la décision de l'agent est conforme aux objectifs et aux intentions du législateur énoncés au paragraphe 25(1) de la Loi et à l'article 233 du Règlement. Le paragraphe 25(1) prévoit que les décisions rendues sur le fondement de motifs d'ordre humanitaire doivent prendre en considération l'intérêt supérieur de l'enfant qui est directement touché. Il s'ensuit que l'intérêt supérieur de l'enfant est donc une considération importante, sans toutefois être déterminante; voir *Baker, Legault et Hawthorne*.

[42] L'article 233 du Règlement prévoit qu'il y a sursis à la mesure de renvoi lorsqu'une demande fondée sur des motifs d'ordre humanitaire est approuvée. Le défendeur allègue qu'on peut en conclure que le législateur ne voulait pas qu'une demande pendante fondée sur des motifs humanitaires empêche le renvoi d'un étranger.

Article 7 de la Charte

[43] Le défendeur allègue que la juge Dawson a rendu la bonne décision dans *Alexander* lorsqu'elle a conclu que l'article 7 de la Charte ne faisait pas obstacle au renvoi d'étrangers qui ont des enfants nés au Canada. Il souligne que l'arrêt *Baker* n'écarter pas l'arrêt *Langner c. Canada (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration)*, [1995] A.C.F. n° 469 (C.A.) (QL), et que ce dernier fait toujours autorité. Il ajoute que les arrêts *Baker, Legault, Hawthorne* ainsi que plusieurs autres affaires portent précisément sur la séparation d'un étranger de ses enfants nés au Canada, sans qu'on ait jamais conclu que la séparation en soi constitue une violation de l'article 7 de la Charte.

[44] De plus, le défendeur soutient que la Charte ne s'applique pas aux ordonnances prononcées par les tribunaux au sujet des droits de garde et de visite. Il s'appuie à cet égard sur l'arrêt *Young c. Young*, [1993] 4 R.C.S. 3. Il avance que l'intérêt supérieur de l'enfant n'est pas un principe de justice fondamentale; voir *Canadian Foundation for Children, Youth and the Law c. Canada (Procureur général)*, [2004] 1 R.C.S. 76, au paragraphe 10.

[45] The respondent deals with the applicant's submissions upon the application of international laws as a separate issue, rather than in connection with the interpretation of the Charter. He submits that international law does not prevent sovereign states from deporting foreign nationals where such deportation would result in separation from their children. In the first instance, the respondent notes that the CRC has not been incorporated into domestic law and further, that in both *Langner* and *Baker*, the Court rejected the suggestion that the CRC precluded the separation of a parent and child in deportation proceedings. Further, the respondent submits that the best interests of the child under the CRC is a primary but not the only relevant consideration and may be subordinated to other considerations. In this regard, he relies upon the decision in *Canadian Foundation*.

[46] The respondent also submits that the foreign jurisprudence relied upon by the applicant has no persuasive value since the provisions interpreted in those decisions do not correspond to any provision in the Charter; see *Langner*. As well, the respondent says that these authorities have no legal force in Canada.

[47] Further, the respondent submits that the Act is not inconsistent with international law because international law does not stop a sovereign state from deporting a foreign national where deportation would lead to separation of parent and child. Whether or not paragraph 3(3)(f) of the Act makes the CRC or other international instruments to which Canada is signatory determinative of the meaning of the Act, where there is no clearly expressed intention to that effect, is irrelevant.

Adequacy of the officer's reasons

[48] Finally, the respondent argues that the officer did not fail to give sufficient reasons. He notes that a removal officer has limited discretion pursuant to section 48 of the Act to defer a removal order. In exercising that discretion, an officer can consider circumstances directly affecting travel arrangements and other compelling individual circumstances.

[45] Le défendeur répond aux prétentions de la demanderesse sur l'applicabilité des lois internationales en considérant qu'il s'agit d'une question distincte, plutôt que d'une question liée à l'interprétation de la Charte. Il prétend que le droit international n'empêche pas des États souverains de déporter des étrangers dans les cas où la déportation entraînerait la séparation d'avec leurs enfants. Il dit d'abord que la CDE n'a jamais été incorporée en droit interne et que, dans les arrêts *Langner* et *Baker*, la Cour a rejeté l'argument voulant que la CDE empêchait la séparation des enfants et des parents dans des instances de déportation. Selon le défendeur, l'intérêt supérieur de l'enfant sous le régime de la CDE est un objectif essentiel, mais il n'est pas le seul facteur pertinent et peut être subordonné à d'autres considérations. Il cite à cet égard l'arrêt *Canadian Foundation*.

[46] Le défendeur allègue aussi que la jurisprudence étrangère citée par la demanderesse n'a aucune force probante, puisque les dispositions interprétées dans ces décisions ne correspondent en rien à celles de la Charte; voir *Langner*. De plus, il souligne que ces jugements n'ont pas valeur légale au Canada.

[47] De plus, le défendeur avance que la Loi ne va pas à l'encontre du droit international puisque rien dans le droit international n'empêche un État souverain de déporter un étranger dans le cas où sa déportation amènerait la séparation du parent et de l'enfant. En l'absence d'une intention clairement exprimée à cet effet, il est inutile de se demander si l'alinéa 3(3)f) de la Loi accorde à la CDE ou à d'autres instruments internationaux, dont le Canada est signataire, un rôle déterminant quant au sens de la Loi.

Le caractère suffisant des motifs de l'agent

[48] Enfin, le défendeur allègue que les motifs appuyant la décision de l'agent sont suffisants. Il fait observer qu'un agent de renvoi possède un pouvoir discrétionnaire limité en vertu de l'article 48 de la Loi pour différer une mesure de renvoi. Lorsqu'il exerce ce pouvoir, il peut prendre en considération les circonstances touchant directement les arrangements de vols, ainsi que d'autres circonstances propres à chaque cas.

IV. Discussion and Disposition

[49] This application for judicial review raises two issues, as follows:

- (i) What is the applicable standard of review? and
- (ii) Did the officer commit a reviewable error in determining that the custody and non-removal order did not constitute a statutory stay for purposes of paragraph 50(a) of the Act?

Standard of review

[50] The principal issue here is the interpretation of paragraph 50(a) of the Act which provides as follows:

50. A removal order is stayed

(a) if a decision that was made in a judicial proceeding — at which the Minister shall be given the opportunity to make submissions — would be directly contravened by the enforcement of the removal order;

[51] Since the question of statutory interpretation is involved, the appropriate standard of review is that of correctness. The present proceeding also raises an issue as to the scope of section 7 of the Charter. That is also a question of law that attracts the correctness standard of review. The decision in *Pushpanathan* supports this view.

[52] The adequacy of reasons raises an issue of procedural fairness that is also reviewable on a standard of correctness; see *Canada (Attorney General) v. Fetherston* (2005), 332 N.R. 113 (F.C.A.). This approach was taken by Justice Dawson in *Alexander*, at paragraphs 23-24.

Review of the officer's decision

[53] The applicant argues that the officer erred in law by finding that the order of the Ontario Court of Justice awarding her sole custody of her two Canadian-born children and an order that the children not be removed from the province of Ontario does not give rise to a statutory stay pursuant to paragraph 50(a) of the Act.

IV. Analyse et décision

[49] La présente demande de contrôle judiciaire soulève les deux questions suivantes :

- i) Quelle norme de contrôle s'applique?
- ii) L'agent a-t-il commis une erreur susceptible de contrôle judiciaire lorsqu'il a conclu que l'ordonnance de garde et de non-renvoi n'emportait pas sursis par application de l'alinéa 50a) de la Loi?

Norme de contrôle

[50] Sur cet aspect, la principale question en litige est l'interprétation de l'alinéa 50a), qui dispose :

50. Il y a sursis de la mesure de renvoi dans les cas suivants :

a) une décision judiciaire a pour effet direct d'en empêcher l'exécution, le ministre ayant toutefois le droit de présenter ses observations à l'instance;

[51] Puisqu'il s'agit d'une question d'interprétation législative, la norme de contrôle appropriée est celle de la décision correcte. La présente instance met aussi en cause la portée de l'article 7 de la Charte. C'est aussi une question de droit qui commande l'application de la norme de la décision correcte, tel qu'énoncé dans l'arrêt *Pushpanathan*.

[52] Le caractère suffisant des motifs soulève la question de l'équité procédurale, qu'il faut aussi examiner selon la norme de contrôle de la décision correcte; voir *Canada (Procureur général) c. Fetherston*, 2005 CAF 111. La juge Dawson, aux paragraphes 23 et 24 de la décision *Alexander*, était du même avis.

Contrôle de la décision de l'agent

[53] La demanderesse avance que l'agent a commis une erreur de droit lorsqu'il a conclu que l'ordonnance de la Cour de justice de l'Ontario accordant à la demanderesse la garde exclusive de ses deux enfants nés au Canada et interdisant leur renvoi de la province, n'emporte pas sursis par application de l'alinéa 50a) de la Loi.

[54] The first matter to be addressed here is the legislative context which governs the applicant's status. She is a permanent resident who is the subject of a removal order made pursuant to the former Act. She is subject to the requirements of immigration law. In that regard, I refer to the decision of the Supreme Court of Canada in *Chiarelli*, at pages 733-734, where Justice Sopinka said the following:

Thus Parliament has the right to adopt an immigration policy and to enact legislation prescribing the conditions under which non-citizens will be permitted to enter and remain in Canada. It has done so in the *Immigration Act*. Section 5 of the Act provides that no person other than a citizen, permanent resident, Convention refugee or Indian registered under the *Indian Act* has a right to come to or remain in Canada.

[55] The interpretation of paragraph 50(a) must be approached in the context of the governing legislation. According to the decision of the Supreme Court of Canada in *Prasad v. Canada (Minister of Employment and Immigration)*, [1989] 1 S.C.R. 560, the context is that of immigration law. In *Prata v. Minister of Manpower & Immigration*, [1976] 1 S.C.R. 376, the Supreme Court of Canada said that immigration is a privilege, not a right.

[56] In *Rizzo & Rizzo Shoes Ltd. (Re)*, at paragraph 21, the Supreme Court of Canada said that the proper approach to statutory interpretation is a purposive one, that is, one that goes beyond mere reliance on the words of the statute. The language of a particular statutory provision must be read in context having regard to the scheme of the legislation, its object and the intention of Parliament.

[57] The scheme of the Act is to regulate the entry of non-citizens into Canada. At the same time the Act identifies, as one of its objectives, the reunification of families, that is in paragraph 3(1)(d). The Act also refers to respect for international conventions in paragraph 3(3)(f). However, the courts have repeatedly ruled that the best interests of the children are not paramount in the scheme of immigration law. In this regard, I refer to the decisions *Legault*, *Hawthorne* and *De Guzman*.

[54] La première question à laquelle l'on doit répondre est celle du cadre législatif qui régit le statut de la demanderesse. Celle-ci est une résidente permanente qui fait l'objet d'une mesure de renvoi prise en vertu de l'ancienne Loi. Elle est assujettie aux exigences du droit de l'immigration. Je renvoie à cet égard au juge Sopinka, qui énonçait ce qui suit dans l'arrêt de la Cour suprême du Canada *Chiarelli*, aux pages 733 et 734 :

Le Parlement a donc le droit d'adopter une politique en matière d'immigration et de légiférer en prescrivant les conditions à remplir par les non-citoyens pour qu'il leur soit permis d'entrer au Canada et d'y demeurer. C'est ce qu'il a fait dans la *Loi sur l'immigration*, dont l'article 5 dispose que seuls les citoyens canadiens, les résidents permanents, les réfugiés au sens de la Convention ou les Indiens inscrits conformément à la *Loi sur les Indiens* ont le droit d'entrer au Canada ou d'y demeurer.

[55] L'interprétation de l'alinéa 50a) doit se faire dans le contexte de la législation applicable. Selon l'arrêt de la Cour suprême du Canada *Prasad c. Canada (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration)*, [1989] 1 R.C.S. 560, ce contexte est celui des lois applicables en matière d'immigration. Dans l'arrêt *Prata c. Ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration*, [1976] 1 R.C.S. 376, la Cour suprême a conclu que l'immigration est un privilège, et non un droit.

[56] Dans l'arrêt *Rizzo & Rizzo Shoes Ltd. (Re)*, au paragraphe 21, la Cour suprême du Canada a dit que l'approche à privilégier en matière d'interprétation législative est l'approche téléologique, soit une approche qui va au-delà du seul libellé du texte de la loi. Il faut lire les termes d'une disposition spécifique dans leur contexte, eu égard à l'esprit de la loi, son objet et l'intention du législateur.

[57] L'esprit de la Loi est de réglementer l'entrée de non-citoyens au Canada. Parallèlement, elle a aussi pour objet la réunification des familles, à l'alinéa 3(1)d), et le respect des conventions internationales, à l'alinéa 3(3)f). Toutefois, les tribunaux ont à maintes reprises statué que l'intérêt supérieur de l'enfant n'est pas une considération prépondérante en matière d'immigration. Je renvoie à cet égard aux décisions *Legault*, *Hawthorne* and *De Guzman*.

[58] The Act does not contemplate that the making of a custody order *per se* will give rise to a statutory stay pursuant to paragraph 50(a). The custody and non-removal order in question was made pursuant to a provincial statute, that is the CLRA of Ontario. The intent, purpose and scope of that legislation do not trump the legislative scheme set out in the Act. In so far as the order in question arises under a statutory scheme enacted by the province of Ontario for purposes and objectives that are unrelated to the purposes of the Act, this Court is not required to apply provincial law.

[59] In that regard, I refer to the decision in *ITO — International Terminal Operators Ltd. v. Miida Electronics Inc. et al.*, [1986] 1 S.C.R. 752, at pages 781-782 where Justice McIntyre discussed the application of provincial law where “jurisdiction is otherwise founded on federal law.” The interpretation and application of the Act, in so far as it regulates the entry and exclusion of non-citizens, does not require the application of family law principles arising from provincial legislation.

[60] Section 50 is to be read in the overall context of the Act. That means reference must be made to section 48 which requires that removal orders be executed “as soon as practicable”. Section 48 provides as follows:

48. (1) A removal order is enforceable if it has come into force and is not stayed.

(2) If a removal order is enforceable, the foreign national against whom it was made must leave Canada immediately and it must be enforced as soon as is reasonably practicable.

[61] In the scheme of the Act, only Canadian citizens have an unqualified right to remain in Canada. Permanent residents may be removed, under certain circumstances. The applicant, as a result of criminal activities and convictions, became vulnerable to removal. Once the removal order against her became effective, the respondent was obliged to discharge his statutory duty, pursuant to section 48 to effect that removal as soon as practicable, unless that removal was stayed by an order of the Court or by operation of law. This statutory obligation cannot be displaced by the making of a custody order, pursuant to another statutory scheme.

[58] La Loi ne prévoit pas que le prononcé d’une ordonnance de garde, en soi, emporte sursis par application de l’alinéa 50a). L’ordonnance de garde et de non-renvoi en cause a été rendue en vertu d’une loi provinciale, à savoir la LRDE de l’Ontario. Le but, l’objet et la portée de cette loi n’éclipsent pas le régime établi dans la Loi. Dans la mesure où l’ordonnance en cause relève d’un régime législatif établi par la province d’Ontario, pour des fins et des objets qui ne sont pas liés à ceux de la Loi, la Cour n’a pas à appliquer la loi provinciale.

[59] À cet égard, je renvoie à l’arrêt *ITO — International Terminal Operators Ltd. c. Miida Electronics Inc. et autre*, [1986] 1 R.C.S. 752, aux pages 781 et 782, où le juge McIntyre a examiné la question de l’application de la loi provinciale dans les cas où « par ailleurs, [la Cour] a compétence en vertu du droit fédéral ». L’interprétation et l’application de la Loi, dans la mesure où elle régleme l’entrée et l’exclusion de non-citoyens, n’exige pas l’application de principes du droit de la famille émanant de la législation provinciale.

[60] L’article 50 doit être lu dans le contexte général de la Loi. Cela signifie que l’on doit se reporter à l’article 48, qui exige que les mesures de renvoi soient exécutées « dès que les circonstances le permettent ». Cet article dispose :

48. (1) La mesure de renvoi est exécutoire depuis sa prise d’effet dès lors qu’elle ne fait pas l’objet d’un sursis.

(2) L’étranger visé par la mesure de renvoi exécutoire doit immédiatement quitter le territoire du Canada, la mesure devant être appliquée dès que les circonstances le permettent.

[61] Selon l’esprit de la Loi, seuls les citoyens canadiens possèdent un droit absolu de rester au Canada. Les résidents permanents peuvent être renvoyés, dans certaines circonstances. La demanderesse, en raison de ses activités criminelles et de ses condamnations, s’est exposée à un renvoi. Une fois que la mesure de renvoi dont elle faisait l’objet a pris effet, le défendeur devait s’acquitter de son obligation légale prévue à l’article 48, soit d’exécuter le renvoi dès que les circonstances le permettaient, à moins qu’il n’y ait sursis par ordonnance d’un tribunal ou opération de la loi. Cette obligation légale ne peut être écartée par l’effet d’une ordonnance de garde rendue en vertu d’un autre régime législatif.

[62] The custody and non-removal order made on February 10, 2005 by Mr. Justice Scully pursuant to the CLRA is not an “order” that gives rise to a stay pursuant to section 50 of the Act.

[63] I turn now to the applicant’s submissions concerning the breach of her Charter rights to fundamental justice and security of the person. The applicant alleges that the officer’s refusal to recognize the custody and non-removal order as the basis of a statutory stay pursuant to section 50 of the Act constitutes a breach of section 7 of the Charter. This submission cannot succeed.

[64] In *Blencoe v. British Columbia (Human Rights Commission)*, [2000] 2 S.C.R. 307, at paragraph 47, the Supreme Court of Canada said that there is no independent right to fundamental justice itself and there will be no violation of section 7 if there is no deprivation of life, liberty or security of the person.

[65] The issue of security of the person was considered by the Supreme Court of Canada in *G. (J.)*, at paragraph 59, the Court found that the constitutional guarantee of security of the person does not protect against “ordinary stresses and anxieties that a person of reasonable sensibility would suffer as a result of government action.” The idea of “government action” is relevant for a section 7 inquiry. The anxiety must be caused by some state action or interference.

[66] In the present case, the applicant’s right to security of the person is not infringed by the action of the government in seeking to remove her from Canada. The custody and non-removal order relates to her children, who are Canadian citizens. The order does not affect the applicant’s personal security and does not engage section 7 of the Charter in relation to her.

[67] Moreover, in *Alexander*, Justice Dawson said, with reference to *Chou*, that [at paragraph 41] “custody allows the custodial parent to control the child’s place of

[62] L’ordonnance de garde et de non-renvoi rendue le 10 février 2005 par le juge Scully en vertu de la LRDE n’est pas une « ordonnance » qui emporte sursis par application de l’article 50 de la Loi.

[63] J’en viens maintenant aux prétentions de la demanderesse concernant la violation de ses droits garantis par la Charte, soit le droit à la justice fondamentale et le droit à la sécurité de sa personne. Elle allègue que le refus de l’agent de reconnaître l’ordonnance de garde et de non-renvoi comme fondement du sursis prévu à l’article 50 de la Loi constitue une atteinte à l’article 7 de la Charte. Cette prétention ne peut être retenue.

[64] Dans *Blencoe c. Colombie-Britannique (Human Rights Commission)*, [2000] 2 R.C.S. 307, au paragraphe 47, la Cour suprême du Canada a dit que le droit à la justice fondamentale n’existe pas indépendamment d’une atteinte au droit à la vie, la liberté ou à la sécurité de la personne, de sorte que l’article 7 n’est pas violé s’il n’y a atteinte aux trois éléments précités.

[65] La Cour suprême du Canada a examiné la question de la sécurité de la personne dans l’arrêt *G. (J.)* et a conclu, au paragraphe 59, que la garantie constitutionnelle de la sécurité de la personne « ne protège pas l’individu contre les tensions et les angoisses ordinaires qu’une personne ayant une sensibilité raisonnable éprouverait par suite d’un acte gouvernemental ». La notion « d’acte gouvernemental » est pertinente s’agissant de l’analyse fondée sur l’article 7. L’anxiété doit être causée par l’action ou l’intervention de l’État.

[66] Dans l’affaire qui nous intéresse, le droit à la sécurité de la personne de la demanderesse n’est pas enfreint par l’action du gouvernement de demander son renvoi du Canada. L’ordonnance de garde et de non-renvoi vise ses enfants, qui sont des citoyens canadiens. Elle n’affecte pas sa sécurité personnelle, pas plus qu’elle n’enclenche l’application de l’article 7 de la Charte face à elle.

[67] De plus, dans *Alexander*, la juge Dawson, renvoyant à l’arrêt *Chou*, a dit que [au paragraphe 41] « la garde de l’enfant permet au parent gardien de

residence, but does not necessarily require that the parent reside with the child.”

[68] I agree with the arguments presented by the respondent that the best interests of a child is not a principle of fundamental justice. This issue was discussed by the Supreme Court of Canada in *Canadian Foundation for Children*.

[69] Since I am not persuaded that section 7 of the Charter applies to the applicant’s situation, it is not necessary to consider the arguments made respecting section 7 of the Charter.

[70] The only issue remaining is the alleged breach of procedural fairness, arising from the absence of reasons for the officer’s decision.

[71] I agree with the arguments made by the respondent that no breach of procedural fairness occurred. Not every administrative decision requires the delivery of reasons. I refer to the decision in *Boniowski v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)* (2004), 44 Imm. L.R. (3d) 31 (F.C.), where Justice Mosley said the following [at paragraph 11]:

In my view, given the purpose of section 48(2) of the *Immigration and Refugee Protection Act*, S.C. 2001, c. 27 (“IRPA”) in the statutory scheme, that is to allow for some limited discretion in the timing of a person’s removal from Canada, any reasons requirement was fulfilled in the decision letter of September 12, 2003 where the officer indicated that she had received and reviewed the applicants’ submissions, and her decision was not to defer removal. The nature of this decision is one where an officer has a very limited discretion, and no actual, formal decision is mandated in the legislation or regulations to defer removal. Instead, the jurisprudence instructs that an officer must acknowledge that she has some discretion to defer removal, if it would not be “reasonably practicable” to enforce a removal order at a particular point in time. For example, the existence of a pending H&C application that was filed in a timely manner, medical factors and the arrangement of travel documents are some of the factors that may be considered by the officer at this time. It would not be reasonably practicable to remove someone who did not have a travel document or who was seriously ill. However, I am not satisfied that a higher level of formal, written reasons is required for this sort of administrative decision.

contrôler le lieu de résidence de l’enfant, mais ne prescrit pas nécessairement sa cohabitation avec l’enfant ».

[68] Je suis d’accord avec le défendeur pour affirmer que l’intérêt supérieur de l’enfant n’est pas un principe de justice fondamentale. Cette question a été examinée par la Cour suprême du Canada dans l’arrêt *Canadian Foundation for Children*.

[69] Comme je suis d’avis que l’article 7 de la Charte ne s’applique pas au cas de la demanderesse, il n’est pas nécessaire d’examiner les prétentions touchant l’article 7 de la Charte.

[70] La seule question qui subsiste est donc celle du manquement allégué à l’équité procédurale découlant de la décision non motivée de l’agent.

[71] Je suis d’accord avec le défendeur pour dire qu’il n’y a pas eu manquement à l’équité procédurale. Ce ne sont pas toutes les décisions administratives qui doivent être motivées. Je renvoie à la décision *Boniowski c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration)*, 2004 CF 1161, où le juge Mosley a dit ceci [au paragraphe 11] :

À mon avis, vu l’objet du paragraphe 48(2) de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés*, L.C. 2001, ch. 27 (la LIPR), dans le cadre du régime établi par la loi, soit d’accorder un pouvoir discrétionnaire limité quant au moment où il y a lieu d’appliquer la mesure de renvoi, l’agente s’est acquittée de toute obligation de motiver qu’elle pouvait avoir dans sa lettre de décision du 12 septembre 2003, où elle dit avoir reçu et examiné les arguments des demandeurs et avoir décidé de ne pas surseoir au renvoi. Dans ce type de décision, l’agent jouit d’un pouvoir discrétionnaire très limité, et ni la loi ni le règlement n’exigent qu’il rende une décision concrète ou formelle pour surseoir au renvoi. La jurisprudence exige plutôt que l’agent reconnaisse qu’il jouit d’un certain pouvoir discrétionnaire de surseoir au renvoi, si les circonstances ne permettent pas d’appliquer la mesure de renvoi à un moment en particulier. À titre d’exemple, l’existence d’une demande CH pendante qui a été déposée en temps utile, des facteurs médicaux et la préparation des documents de voyage sont certains des facteurs qui peuvent être pris en considération par l’agent à cette étape. Les circonstances ne permettraient pas de renvoyer quelqu’un qui n’a pas de titres de voyage ou qui est gravement malade. Cependant, je ne suis pas convaincu de l’existence d’une obligation plus contraignante de fournir des motifs formels ou écrits à l’appui de ce type de décision administrative.

[72] In the result, this application for judicial review is dismissed. Counsel for the respondent submitted the following questions for certification, having reviewed same with counsel for the applicant. Notwithstanding the decision of the Federal Court of Appeal in *Garcia v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)*, [2008] 1 F.C.R. 322, I am satisfied that the proposed questions meet the test for certification of a question, as discussed in *Zazai v. Canada (Minister of Citizenship and Immigration)* (2004), 36 Imm. L.R. (3d) 167 (F.C.A.).

[73] Accordingly, the following questions will be certified:

(1) In the circumstances of this case where:

1. A parent is a foreign national who is subject to a valid removal order;
2. A family court issues an order, granting custody to the parent of his or her Canadian-born child and prohibiting the removal of the child from the province; and
3. The Minister is given the opportunity to make submissions before the family court before the order is pronounced;

Would the family court order be directly contravened, within the contemplation of paragraph 50(a) of the Act, if the parent, but not the child, is removed from Canada?

(2) If it does not create a statutory stay pursuant to paragraph 50(a) of the Act, then does removal of the mother/parent constitute a violation of section 7 of the Charter?

JUDGMENT

This application for judicial review is dismissed. The following questions are certified:

(1) In the circumstances of this case where:

1. A parent is a foreign national who is subject to a valid removal order;

[72] Par conséquent, la demande de contrôle judiciaire est rejetée. L'avocat du défendeur a soumis les questions suivantes aux fins de certification, en consultation avec l'avocat de la demanderesse. Malgré l'arrêt de la Cour d'appel fédérale *Garcia c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, [2008] 1 R.C.F. 322, j'estime que les questions proposées remplissent le critère applicable en la matière, suivant *Zazai c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, 2004 CAF 89.

[73] Par conséquent, les questions suivantes seront certifiées :

1) Dans les circonstances de l'espèce, où :

1. l'un des parents est un ressortissant étranger visé par une mesure de renvoi valide;
2. un tribunal de la famille prononce une ordonnance qui accorde la garde parentale au parent d'un enfant né au Canada et qui interdit le renvoi de l'enfant de la province visée; et
3. le ministre a la possibilité de présenter des observations au tribunal de la famille avant que soit rendue l'ordonnance;

l'ordonnance du tribunal de la famille empêche-t-elle directement le renvoi du Canada du parent, mais non de l'enfant, eu égard à l'alinéa 50a) de la Loi?

2) Si cette ordonnance ne donne pas lieu à un sursis aux fins de l'alinéa 50a) de la Loi, le renvoi du parent constitue-t-il une atteinte à l'article 7 de la Charte?

JUGEMENT

La demande de contrôle judiciaire est rejetée. Les questions suivantes sont certifiées :

1) Dans les circonstances de l'espèce, où :

1. l'un des parents est un ressortissant étranger visé par une mesure de renvoi valide;

2. A family court issues an order, granting custody to the parent of his or her Canadian-born child and prohibiting the removal of the child from the province; and

3. The Minister is given the opportunity to make submissions before the family court before the order is pronounced;

Would the family court order be directly contravened, within the contemplation of paragraph 50(a) of the Act, if the parent, but not the child, is removed from Canada?

(2) If it does not create a statutory stay pursuant to paragraph 50(a) of the Act, then does removal of the mother/parent constitute a violation of section 7 of the Charter?

2. un tribunal de la famille prononce une ordonnance qui accorde la garde parentale au parent d'un enfant né au Canada et qui interdit le renvoi de l'enfant de la province visée; et

3. le ministre a la possibilité de présenter des observations au tribunal de la famille avant que soit rendue l'ordonnance;

l'ordonnance du tribunal de la famille empêche-t-elle directement le renvoi du Canada du parent, mais non de l'enfant, eu égard à l'alinéa 50a) de la Loi?

2) Si cette ordonnance ne donne pas lieu à un sursis aux fins de l'alinéa 50a) de la Loi, le renvoi du parent constitue-t-il une atteinte à l'article 7 de la Charte?